

sur le continent, une participation active de tous les signataires initiaux du document final d'Helsinki serait en effet essentielle.

La Roumanie libre et heureuse des progrès réalisés jusqu'à présent en matière de limitation et de réduction des armements attend avec le plus grand espoir la conclusion au cours de cette année encore du premier accord négocié sur le désarmement des forces conventionnelles en Europe.

Un accord Cielles Ouverts imminent en même temps que les autres accords existants devrait très certainement renforcer la confiance entre les états participants aux deux alliances militaires. Il pourrait, on doit l'espérer, encourager à l'élaboration, l'adoption d'autres accords et mesures de confiance et de désarmement en donnant une vue plus large et une plus grande perspective d'un système naissant de vérifications et de contrôle.

Nous estimons qu'afin de réaliser cet objectif les négociations actuelles devraient considérer au moins quatre défis fondamentaux : premièrement, le régime Cielles Ouverts devrait être conçu comme fonctionnant à titre d'instrument de confiance, ne devrait pas susciter plus de soupçons mais au contraire éliminer des sources existantes de défiance.

Deuxièmement, ce régime ne devrait devenir fardeau pour personne. Il devrait se développer de manière naturelle, sur la base de la bonne volonté réciproque comme un fait normal de la vie des relations entre états.

Troisièmement, il devrait offrir des chances égales à tous les états participants, indépendamment de leur taille, de leur potentiel militaire ou de leur niveau de développement technologique et, quatrièmement, l'instrument juridique qui devra être négocié, devrait être suffisamment simple et souple pour rendre possibles toutes les adaptations qui seront nécessaires à l'avenir, qui conviendraient alors aux conditions particulières d'un monde en évolution.

Pour relever ces défis, il faudra transformer la notion initiale d'une mesure de confiance en un instrument efficace pour renforcer le climat de compréhension et de coopération dans une nouvelle Europe. Une des questions vitales que nos experts devront résoudre consistera à assurer l'égalité dans le bon fonctionnement du régime proposé, en considération des différentes capacités technologiques des différents pays.

Il sera également nécessaire d'assurer une bonne et saine relation de coopération entre les observateurs et les observés pendant l'inspection des

